

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



HIRSCH France ex PLACOPLATRE

ZI de Leveau - 1602
38200 Vienne

Références : 20230417-RAP-InspectionOCP-Hirsh-PRICAE-PRA
Code AIOT : 0006103240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement HIRSCH France ex PLACOPLATRE implanté ZI de Leveau 1602 38200 Vienne. L'inspection a été annoncée le 20/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH France ex PLACOPLATRE
- ZI de Leveau 1602 38200 Vienne
- Code AIOT : 0006103240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site produit du polystyrène expansé par expansion, à la vapeur d'eau, du pentane contenu dans les perles de polystyrène.

27 personnes travaillent sur le site en 2*7 ou 3*7.

Le site dispose d'une chaufferie au gaz naturel. Une modification est en cours afin de pouvoir l'approvisionner également en propane. Une nouvelle cuve de propane est en place. Elle doit être mise en service très prochainement.

Le thème de visite retenu est le suivant : entreposage des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.152.4.2	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un état des produits stockés à jour mais qui demande toutefois d'être complété. Les FDS étaient disponibles. L'ensemble des produits vus au cours de la visite étaient correctement étiquetés.

L'exploitant devra modifier les stockages des produits utilisés pour le traitement de l'eau des tours aéroréfrigérantes afin de prévenir le risque d'incompatibilité acide-base. Les rétentions de la zone d'utilisation de ces produits situées dans la chaufferie devront être adaptées au volume et à la nature des produits stockés.

Par ailleurs, une consigne intégrant l'arrêt de la pompe de relevage du bassin de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie devra être rédigée et un exercice de défense incendie incluant cette opération réalisé. Enfin, le volume disponible dans le bassin de rétention quand il est à son plus haut niveau avec les eaux pluviales devra être vérifié par rapport au besoin du site. Si le volume n'est pas suffisant, la poire de niveau devra être abaissée afin de disposer du volume correspondant.

Pour ces non-conformités, l'exploitant s'est engagé, au cours de l'inspection, à mener sous un délai court, les aménagements nécessaires à la mise en conformité de ces installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Toutes les substances ou mélanges vus au cours de la visite disposaient d'un étiquetage adéquat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : 4 substances ont été examinées : <ul style="list-style-type: none">- Alobio 411 (zone de stockage des produits de traitement de l'eau (localisée à l'extérieur de la chaufferie)), corrosif pH 2,4, altère la santé, nocif pour les organismes aquatiques, FDS du 10/02/2023 ;- Hydroxyde de sodium (idem, stockage extérieur chaufferie), corrosif pH 13, FDS du 27/10/2021 ;- Huile de coupe (stocké dans l'armoire coupe-feu fermée à clé de l'atelier de maintenance), inflammable, FDS du 18/12/2017 ;- Lube TF (aérosol stocké dans l'armoire coupe-feu fermée à clé de l'atelier de maintenance), inflammable, altère la santé, FDS du 20/10/2022. Une révision annuelle des FDS des produits détenus est réalisée. La FDS de l'huile de coupe est antérieure à 2020 mais l'exploitant s'est assuré qu'aucune version plus récente n'était disponible (substance qui n'est plus produite).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.
Constats : Dans la chaufferie, les fûts de produits Alofri 243C, Alobio 411 et Alobio R440 étaient entreposés sur une rétention commune dont la capacité n'est pas suffisante par rapport aux volumes présents. <u>Demande n° 1</u> : sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, les produits situés dans la chaufferie devront être stockés sur des rétentions de volume(s) adapté(s), de matière adaptée aux produits corrosifs et permettant de séparer les produits incompatibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
Constats : Dans la chaufferie, la rétention n'était pas compatible avec le caractère corrosif des produits stockés (Alofri 243C, Alobio 411 et alobio R440) car constituée de métal. <u>Cf demande n° 1</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.152.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : Dans la chaufferie, les 3 fûts de produits Alofri 243C (basique), Alobio 411 (acide) et alobio R440 (acide) sont incompatibles. Ils étaient stockés sur une même rétention. Une réaction exothermique voir explosive peut se produire dans la rétention commune en cas de fuite. <u>Cf demande n° 1</u> Lors de la visite du stockage des produits de traitement de l'eau (localisé à l'extérieur de la chaufferie), il a été constaté qu'un fût de produit corrosif acide (Alobio R440) était entreposé sur la même rétention que des produits corrosifs basiques (Alofri 243C et W 74L). <u>Demande n° 2 :</u> Sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport, disposer le fût de produit acide situé à l'extérieur de la chaufferie sur une rétention différente de celle des produits basiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Une liste des produits détenus existe. Cependant, elle ne présente pas la quantité de chaque produit détenu, la localisation (plan) et les dangers associés à chacun. <u>Demande n°3 :</u> sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, mettre à jour l'état des stocks de produits chimiques en indiquant la quantité de chaque produit détenu, la localisation (plan) et les dangers associés à chacun.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.2.16 ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>En cas d'incendie, l'alarme est donné soit par déclenchement du système de sprinklage ou par déclenchement manuel. Une alarme sonore et visuelle est alors activée et l'information est transmise à une télésurveillance.</p> <p>Les eaux d'extinction sont renvoyées vers un bassin de rétention des eaux pluviales disposant d'un séparateur d'hydrocarbures, et d'une pompe de relevage automatique par poire de niveau. Cette pompe doit être arrêtée en cas d'incendie. Cependant, aucune procédure ou consigne ne prévoit la réalisation de cette opération.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, un certain niveau d'eau était présent dans le bassin d'eau d'extinction. Sans être très important, ce volume réduit d'autant le volume utile du bassin.</p> <p><u>Demande n°4 :</u> Une consigne indiquant l'arrêt de la pompe de relevage du bassin incendie en cas d'incendie doit être réalisée et portée à la connaissance du personnel en charge de cette opération. Cette action devra être réalisée sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</p> <p><u>Demande n°5 :</u> un exercice de défense incendie devra être réalisé sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport. Celui-ci devra inclure notamment la coupure de la pompe de relevage du bassin de rétention.</p> <p><u>Demande n°6 :</u> L'exploitant calculera le volume de rétention disponible quand le bassin de rétention est à son plus haut niveau avec les eaux pluviales et le comparera à son besoin de rétention. Si le volume n'est pas suffisant, il abaissera le niveau de la poire afin de pouvoir disposer à tout moment du volume de rétention nécessaire. Action à réaliser sous 3 mois.</p> <p>Le site dispose d'un logiciel d'enregistrement des événements de type environnement et sécurité (Qualishare).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet